

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 521

Remplacer le premier alinéa de l'article 521 du projet de loi par le suivant :

« Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés est tenu de s'assurer que sont suivies, au sein de la résidence, des pratiques reconnues dans les matières suivantes :

1° la gouvernance et les moyens pour assurer la qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité;

2° la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à leur prestation de services. ».

Commentaires

Cet amendement précise que parmi les pratiques reconnues qui doivent être suivies au sein d'une résidence privée pour aînés, il y a également celles concernant la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à sa prestation de services. Rappelons que le programme national sur la qualité des services viendra appuyer ces résidences dans le suivi de ces pratiques.

Article 521 du projet de loi tel que modifié

521. Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés est tenu de s'assurer que sont suivies, au sein de la résidence, des pratiques reconnues dans les matières suivantes :

1° la gouvernance et les moyens pour assurer la qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité;

2° la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à leur prestation de services.

~~Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés est tenu de s'assurer que sont suivies, au sein de la résidence, des pratiques reconnues en matière de qualité des soins et des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.~~

Sont considérées comme des pratiques reconnues, entre autres, les pratiques qui répondent aux normes prescrites par Santé Québec en application de l'article 66, le cas échéant.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 521.1

Insérer, après l'article 521 du projet de loi, le suivant :

« **521.1.** Il appartient au plus haut dirigeant du titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés de voir à ce que soient suivies les pratiques reconnues dans les matières visées au paragraphe 2° du premier alinéa l'article 521.

À cette fin, ce dirigeant doit confier à certaines personnes faisant partie du personnel et à certaines autres personnes qui exercent leurs activités au sein de la résidence ou à un comité composé de celles-ci les responsabilités de veiller à la mise en œuvre de ces pratiques, au respect des mesures de prévention et de contrôle des infections associées à la prestation de services et à la détection des situations qui leur sont contraires. ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article 521.1 qui complète les dispositions du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 521 relatives aux obligations des titulaires de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés en matière de prévention et de contrôle des infections.

Il précise ainsi que la responsabilité de la prévention et du contrôle des infections incombe au plus haut dirigeant du plus haut dirigeant du titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés et précise que celui-ci doit confier à des personnes ou à un comité certaines responsabilités relatives à la prévention et au contrôle des infections.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 521.2

Insérer, après l'article 521.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **521.2.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés et l'établissement territorial institué pour la région sociosanitaire où la résidence est exploitée doivent, par une entente conclue en vertu de l'article 445, convenir des modalités selon lesquelles l'établissement territorial offre les services d'un médecin pour conseiller sur la prévention et le contrôle des infections le plus haut dirigeant du titulaire ainsi que les personnes ou le comité auxquels ont été confiées les responsabilités visées au deuxième alinéa de l'article 521.1. L'établissement territorial offre ces services compte tenu des ressources dont il dispose ainsi que des priorités et des besoins de la région.

Ce médecin exerce de plus, au sein de la résidence, toute autre fonction relative à la prévention et au contrôle des infections que peut prévoir le règlement pris en vertu de l'article 66. ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article 521.2 qui complète les dispositions du paragraphe 2° de l'article 521 et de l'article 521.1 et qui prévoit qu'une entente doit être conclue afin de prévoir les modalités selon lesquelles un médecin fournit en temps utile les conseils nécessaires en matière de prévention et le contrôle des infections.

Un règlement peut prévoir que le médecin exerce d'autres fonctions au sein de la résidence.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 528.1

Insérer, après l'article 528 du projet de loi, le suivant :

« **528.1.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé peut pratiquer à l'endroit d'un usager une sédation-analgésie profonde ou modérée, une anesthésie générale ou une anesthésie régionale du type tronculaire ou du type bloc à la racine d'un membre, excluant le bloc digital, si elle est requise pour fournir à l'usager un service appartenant à un ensemble de services, déterminé en vertu du deuxième alinéa de l'article 485, comparable aux services hospitaliers. ».

Commentaires

Cet amendement vise à introduire dans les conditions d'exploitation d'un établissement privé, prévues par les articles 528 et 529, un nouvel article qui reprend les dispositions de l'article 566 particulières aux titulaires d'une autorisation pour l'exploitation d'un tel établissement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 530

Insérer, dans le premier alinéa de l'article 530 du projet de loi et après « grossesse », « chirurgicale ».

Commentaires

Cet amendement est en concordance avec l'amendement à l'article 486 du projet de loi.

Article 530 tel que modifié

530. L'autorisation accordée à un organisme communautaire afin qu'il puisse fournir des services d'interruption volontaire de grossesse **chirurgicale** porte sur l'emplacement des locaux où peuvent être fournis ces services.

L'autorisation est valide tant qu'elle n'est pas révoquée. Elle peut par ailleurs être modifiée sur demande de son titulaire.

Les droits que confère une telle autorisation ne peuvent être cédés à un autre organisme communautaire que sur permission écrite de Santé Québec.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 531

Remplacer le premier alinéa de l'article 531 du projet de loi par le suivant :

« L'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse est tenu de s'assurer que sont suivies, aux fins de la prestation de ces services, des pratiques reconnues dans les matières suivantes :

1° la gouvernance et les moyens propres à assurer la qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité;

2° la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à sa prestation de services. ».

Commentaires

Cet amendement précise que parmi les pratiques reconnues qui doivent être suivies par un organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse, aux fins de la prestation de ces services, il y a également celles concernant la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à sa prestation de services. Rappelons que le programme national sur la qualité des services viendra appuyer ces organismes dans le suivi de ces pratiques.

Article 531 du projet de loi tel que modifié

531. L'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse est tenu de s'assurer que sont suivies, aux fins de la prestation de ces services, des pratiques reconnues dans les matières suivantes :

1° la gouvernance et les moyens propres à assurer la qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité;

2° la gouvernance et les moyens propres à prévenir et à contrôler les infections associées à sa prestation de services.

~~L'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse est tenu de s'assurer que sont suivies, aux fins de la prestation de ces services, des pratiques reconnues en matière de qualité des services cliniques, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.~~

Sont considérées comme des pratiques reconnues, entre autres, les pratiques qui répondent aux normes prescrites par Santé Québec en application de l'article 66, le cas échéant.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 531.1

Insérer, après l'article 531 du projet de loi, le suivant :

« **531.1.** Il appartient au plus haut dirigeant de l'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse de voir à ce que celui-ci suive les pratiques reconnues dans les matières visées au paragraphe 2° du premier alinéa l'article 531.

À cette fin, ce dirigeant doit confier à certaines personnes faisant partie du personnel et à certaines autres personnes qui exercent leurs activités au sein de l'organisme ou à un comité composé de celles-ci les responsabilités de veiller à la mise en œuvre de ces pratiques, au respect des mesures de prévention et de contrôle des infections associées à la prestation de services et à la détection des situations qui leur sont contraires. ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article 531.1 qui complète les dispositions du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 531 relatives aux obligations des organismes communautaires qui offrent des services d'interruption volontaire de grossesse en matière de prévention et de contrôle des infections.

Il précise ainsi que la responsabilité de la prévention et du contrôle des infections incombe au plus haut dirigeant du plus haut dirigeant de l'organisme et précise que celui-ci doit confier à des personnes ou à un comité certaines responsabilités relatives à la prévention et au contrôle des infections.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 531.2

Insérer, après l'article 531.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **531.2.** L'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse et l'établissement territorial institué pour la région sociosanitaire où l'organisme offre ces services doivent, par une entente conclue en vertu de l'article 445, convenir des modalités selon lesquelles l'établissement territorial offre les services d'un médecin pour conseiller sur la prévention et le contrôle des infections le plus haut dirigeant de l'organisme, les personnes ou le comité auxquels ont été confiés les responsabilités visées au deuxième alinéa de l'article 531.1. L'établissement territorial offre ces services compte tenu des ressources dont il dispose ainsi que des priorités et des besoins de la région.

Ce médecin exerce de plus, au sein de l'organisme, toute autre fonction relative à la prévention et au contrôle des infections que peut prévoir le règlement pris en vertu de l'article 66. ».

Commentaires

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article 531.2 qui complète les dispositions du paragraphe 2° de l'article 531 et de l'article 531.1 et qui prévoit qu'une entente doit être conclue afin de prévoir les modalités selon lesquelles un médecin fournit en temps utile les conseils nécessaires en matière de prévention et le contrôle des infections.

Un règlement peut prévoir que le médecin exerce d'autres fonctions au sein de l'organisme.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 532

Remplacer l'article 532 du projet de loi par le suivant :

« **532.** L'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse doit confier à un ou plusieurs des professionnels qui y exercent leur profession, les responsabilités suivantes selon leurs compétences respectives :

- 1° organiser les services du domaine de la santé et des services sociaux fournis par l'organisme;
- 2° assurer la qualité et la sécurité de ces services;
- 3° de voir à la mise en place et au respect de procédures cliniques normalisées;
- 4° assumer toute autre responsabilité que leur confie l'organisme. ».

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 532.1

Insérer, après l'intitulé du chapitre III, du titre I de la partie VI du projet de loi, ce qui suit :

« SECTION 0.I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

532.1. Une autorisation octroyée en vertu des dispositions du présent titre est révoquée par Santé Québec agissant de sa propre initiative ou à la demande du titulaire de l'autorisation.

La révocation est dite volontaire lorsqu'elle est prononcée par Santé Québec à la demande du titulaire; elle est dite forcée dans les autres cas.

Santé Québec peut aussi, lorsque la présente loi le prévoit, suspendre une autorisation ou décider de ne pas la renouveler. ».

Commentaires

Cet amendement vise à habiliter Santé Québec à révoquer une autorisation qu'elle a octroyée à la demande de son titulaire.

Le titulaire peut ainsi obtenir la révocation de son autorisation préalablement à la cessation des activités visées par l'autorisation, en permettant une cessation ordonnée de ses activités.

Plus précisément, l'article 532.1 établit la distinction entre la révocation forcée et la révocation volontaire.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 532.2

Insérer, après l'article 532.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **532.2.** La révocation est complète, c'est-à-dire qu'elle a effet à l'égard de l'ensemble des activités qui font l'objet de l'autorisation, à moins qu'elle ne soit partielle.

La révocation partielle a effet à l'égard de l'ensemble des activités exercées dans certains des lieux, installations ou locaux visés par l'autorisation ou de l'ensemble des activités nécessaires à la prestation de tous les services appartenant à certaines des classes visées par l'autorisation.

Il en est de même de la suspension et de la décision de ne pas renouveler une autorisation. ».

Commentaires

Cet amendement vise à introduire dans le projet de loi un nouvel article qui précise que la révocation d'une autorisation, sa suspension et la décision de ne pas la renouveler peut ne viser qu'une partie de l'autorisation.

Il peut en être ainsi lorsque l'autorisation vise plusieurs lieux et que la décision ne vise que l'un de ces lieux ou lorsque l'autorisation octroyée à un établissement privé permet l'exercice d'activités appartenant à différentes classes et que seules certaines d'entre elles sont visées par la décision.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 532.3

Insérer, après l'article 532.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **532.3.** La révocation, même partielle, de l'autorisation devient finale au moment où son titulaire cesse d'être débiteur envers ses usagers ou, selon le cas, ses clients de toute prestation à laquelle il s'est obligé dans l'exercice des activités visées par l'autorisation et, le cas échéant, qu'il a satisfait aux conditions de cessation des activités prévues en vertu du deuxième alinéa de l'article 539.

Il en est de même de la décision de ne pas renouveler une autorisation. ».

Commentaires

Cet amendement vise à introduire dans le projet de loi un nouvel article qui précise que la révocation ou la décision de ne pas renouveler l'autorisation devient finale au moment où le titulaire concerné n'est plus dans l'obligation de fournir une prestation, telle que des services de santé, à ses clients ou, s'il s'agit d'un établissement privé, à ses usagers.

L'article 539 du projet de loi prévoit déjà que Santé Québec doit, dans une décision concernant la révocation d'une autorisation ou visant à ne pas renouveler l'autorisation, prévoir le délai à l'intérieur duquel le titulaire d'une autorisation doit cesser ses activités.

L'article 532.3 permet ainsi de clarifier que l'autorisation est révoquée ou qu'elle n'est pas renouvelée même si, pendant un certain temps après la décision, certaines activités continuent à être exercées.

AMENDEMENT
Projet de loi n° 15

**LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES
SOCIAUX PLUS EFFICACE**

ARTICLE 532.4

Insérer, après l'article 532.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **532.4.** Une personne ou un groupement demeure titulaire de l'autorisation tant que sa révocation ou que la décision de ne pas la renouveler n'est pas finale, et ce, malgré le terme de la période de validité de l'autorisation.

Ce titulaire ne peut toutefois ni s'obliger à fournir envers un nouvel usager ou un nouveau client toute prestation dans l'exercice des activités visées par l'autorisation ainsi révoquée ou qui n'a pas été renouvelée, ni offrir de fournir une telle prestation, sauf pour respecter un droit qu'un contrat ou la présente loi conférerait à un client ou à un usager à la date de la révocation ou de la décision de ne pas renouveler l'autorisation.

La suspension produit, pendant sa durée, les mêmes effets. ».

Commentaires

Cet amendement vise à introduire dans le projet de loi un nouvel article qui complète l'article 532.3 et qui vise à préciser que pendant la période comprise entre la décision de révoquer une autorisation ou de ne pas la renouveler et le moment où la révocation ou la décision de ne pas renouveler l'autorisation devient finale – c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'activités faisant l'objet de l'autorisation qui sont exercées – la personne ou le groupement concerné demeure titulaire de l'autorisation.

Cependant, comme le précise le deuxième alinéa, cette autorisation devient restreinte afin de limiter la capacité de son titulaire à s'engager dans de nouvelles activités.

Ainsi, dans le cas d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée, de nouveaux usagers ne pourraient être admis, mais l'exploitant demeurerait tenu, envers les usagers déjà admis, de poursuivre sa prestation de services conformément aux dispositions du projet de loi qui s'appliquent à un titulaire d'autorisation, comme celles de suivre des pratiques reconnues en matière de qualité des services cliniques prévues à l'article 323 du projet de loi et auxquelles il est tenu en vertu de l'article 528.

Le dernier alinéa prévoit que la suspension produit les mêmes effets.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 533

Remplacer, dans le deuxième alinéa de de l'article 533 du projet de loi, « refuser de » par « décider de ne pas ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 533 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Texte de l'article 533 du projet de loi tel qu'amendé

533. Santé Québec peut révoquer toute autorisation octroyée en vertu des dispositions du présent titre pour l'un des motifs suivants :

1° le titulaire de l'autorisation ne satisfait plus aux conditions prévues à ces dispositions ou en application de celles-ci pour l'obtention d'une telle autorisation;

2° les activités faisant l'objet de l'autorisation ne sont pas exercées conformément à cette autorisation ou dans le respect des conditions d'exercice prévues à ces dispositions ou en application de celles-ci;

3° le titulaire de l'autorisation ne respecte pas les obligations qui, en cette qualité, lui sont imposées en vertu de ces dispositions ou en application de celles-ci;

4° Santé Québec est d'avis que les services du domaine de la santé et des services sociaux offerts ou fournis par le titulaire de l'autorisation ne sont pas adéquats;

5° Santé Québec est d'avis que le titulaire de l'autorisation s'adonne à des pratiques ou tolère une situation susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes qui reçoivent ou pourraient recevoir ses services;

6° le titulaire de l'autorisation est sur le point de devenir insolvable;

7° le titulaire de l'autorisation n'exerce plus les activités autorisées depuis au moins trois ans.

Santé Québec peut, pour ces mêmes motifs, **décider de ne pas**~~refuser de~~ renouveler l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou, si elle est régulière, celle octroyée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement. Elle peut en outre, pour ces mêmes motifs, suspendre l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou d'un établissement privé ou à un organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 534

Remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa de de l'article 534 du projet de loi, « refuser de » par « décider de ne pas ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 534 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Texte de l'article 534 du projet de loi tel qu'amendé

534. En outre des motifs prévus à l'article 533, Santé Québec peut suspendre, révoquer ou **décider de ne pas** ~~refuser de~~ renouveler l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé pour l'un des motifs suivants :

1° de l'avis du conseil d'administration d'un ordre professionnel, les services professionnels fournis par les membres de cet ordre au sein du centre n'offrent pas un niveau de qualité ou de sécurité satisfaisant;

2° le titulaire de l'autorisation ou l'un des médecins qui exerce sa profession au sein du centre a été déclaré coupable d'une infraction au quatrième ou au neuvième alinéa de l'article 22 ou à l'article 22.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie, selon le cas, pour un acte ou une omission qui concerne ce centre;

3° le titulaire de l'autorisation ne maintient pas son contrôle sur l'exploitation du centre, notamment si Santé Québec constate qu'il n'est pas le propriétaire ou le locataire des installations du centre, n'est pas l'employeur du personnel requis pour son exploitation ou ne dispose pas de l'autorité nécessaire pour permettre aux médecins qui en font la demande d'y exercer leur profession.

Santé Québec peut également suspendre ou révoquer l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un établissement privé ou l'autorisation octroyée à un organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de

grossesse lorsqu'un avis de la nature de celui visé au paragraphe 1° du premier alinéa est émis à l'égard des services professionnels fournis au sein de cet établissement ou pour le compte de cet organisme communautaire.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 535

Remplacer, dans l'article 535 du projet de loi, « refuser de » par « décider de ne pas ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 535 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Texte de l'article 535 du projet de loi tel qu'amendé

535. En outre des motifs prévus à l'article 533 et, le cas échéant, au deuxième alinéa de l'article 534, Santé Québec peut révoquer ou suspendre l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un établissement privé, révoquer celle octroyée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement ou encore décider de ne pas refuser de renouveler l'autorisation régulière octroyée pour l'exploitation d'une telle résidence ou d'une telle ressource lorsque le titulaire de l'autorisation ne prend pas les moyens nécessaires afin de mettre fin à tout cas de maltraitance, au sens de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité, ayant été porté à sa connaissance.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 537

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 537 du projet de loi, « ou de refus de renouvellement de » et « refuser de » par, respectivement « forcée ou de décider de ne pas renouveler » et « décider de ne pas ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 537 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec l'article 532.1 qui prévoit que la révocation peut être volontaire ou forcée.

Il apporte également une modification à cet afin d'en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Texte de l'article 537 du projet de loi tel qu'amendé

537. Lorsque Santé Québec constate, à l'égard du titulaire d'une autorisation, l'existence d'un motif de suspension, de révocation **forcée ou de décider de ne pas renouveler** ~~ou de refus de renouvellement de~~ cette autorisation, elle peut, au lieu de suspendre, de révoquer ou de **décider de ne pas** ~~refuser de~~ renouveler l'autorisation, ordonner au titulaire d'apporter dans le délai qu'elle fixe les correctifs requis pour mettre fin à la situation qui en est à l'origine. Lorsque le motif constaté ne se prête pas à de tels correctifs, Santé Québec peut alors accepter du titulaire de l'autorisation un engagement volontaire à se conformer aux exigences de la présente loi ou de ses règlements.

À défaut pour le titulaire, selon le cas, d'apporter les correctifs dans le délai fixé et à la satisfaction de Santé Québec ou de respecter son engagement, Santé Québec peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler l'autorisation.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 538

À l'article 538 du projet de loi :

1° remplacer, dans le premier alinéa, « révoquer ou de refuser de » par « prononcer la révocation forcée ou de décider de ne pas » ;

2° remplacer, dans le deuxième alinéa, « Lorsque le processus de suspension, de révocation ou de refus de renouvellement » et « le préavis » par, respectivement, « Lorsque le préavis » et « il ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 538 du projet de loi deux modifications afin d'en assurer la concordance avec l'article 532.1 qui prévoit que la révocation peut être volontaire ou forcée.

Il y apporte également une modification afin d'en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Texte de l'article 538 du projet de loi tel qu'amendé

538. Santé Québec doit, avant de suspendre, de **prononcer la révocation forcée ou de décider de ne pas** ~~révoquer ou de refuser de~~ renouveler une autorisation, notifier par écrit au titulaire le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

Lorsque le préavis ~~Lorsque le processus de suspension, de révocation ou de refus de renouvellement~~ concerne le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé, **il** ~~le~~ préavis doit faire mention de l'application de l'interdiction de rémunération prévue au premier alinéa de l'article

22.0.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie. Ce préavis peut être transmis aux médecins et aux dentistes, le cas échéant, qui exercent leur profession au sein du centre concerné.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 539

À l'article 539 du projet de loi :

1° dans le premier alinéa :

a) remplacer « concernant la suspension, la révocation ou le refus de renouvellement d'une autorisation » par « de ne pas renouveler une autorisation ou concernant sa révocation forcée » ;

b) supprimer « , qu'il s'agisse d'une cessation temporaire ou définitive »;

2° supprimer, dans le paragraphe 1° du deuxième alinéa, « qui étaient »;

3° supprimer le troisième alinéa.

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 539 du projet de loi deux modifications afin d'en assurer la concordance avec l'article 532.1, qui prévoit que la révocation peut être volontaire ou forcée, et avec les articles 532.3 et 532.4 qui prévoient les effets de la révocation ou de la suspension. Comme la suspension n'a pas pour objet la cessation des activités mais plutôt leur « gel » dans l'état où elles se trouvent au moment de la suspension, elle n'a pas à être visée aux deux premiers alinéas de l'article 539 qui ont pour objet la cessation des activités

Il apporte aussi une modification afin d'en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Il supprime les mots « qui étaient » puisque, vu l'effet de l'article 532.4, les activités demeurent autorisées, malgré que révocation ait été décidée, tant que la révocation n'est pas finale au sens de l'article 532.3.

Il supprime le troisième alinéa de l'article 539 afin d'en faire un article 539.1 qui vise la suspension, la révocation forcée et la décision de ne pas renouveler une autorisation.

Texte de l'article 539 du projet de loi tel qu'amendé

539. Toute décision de Santé Québec **de ne pas renouveler une autorisation ou concernant sa révocation forcée** ~~concernant la suspension, la révocation ou le refus de renouvellement d'une autorisation~~ doit prévoir le délai à l'intérieur duquel le titulaire doit cesser ses activités, ~~qu'il s'agisse d'une cessation temporaire ou définitive~~. Dans le cas d'un centre médical spécialisé, la décision doit également comporter la mention visée au deuxième alinéa de l'article 538.

Une telle décision peut par ailleurs être assortie de conditions de cessation des activités. Ces conditions peuvent notamment prévoir :

1° malgré toute disposition contraire, l'obligation de permettre à toute personne désignée par Santé Québec d'avoir accès, en tout temps, à tout lieu où sont exercées des activités ~~qui étaient~~ autorisées, y incluant, le cas échéant, les chambres ou les logements situés dans une résidence privée pour aînés;

2° l'obligation d'informer au préalable Santé Québec de la relocalisation de toute personne qui est hébergée par un établissement privé ou par une ressource offrant de l'hébergement ou qui réside dans une résidence privée pour aînés en précisant son nom, celui de son répondant, le cas échéant, ainsi que l'adresse du nouveau lieu de son hébergement ou de sa nouvelle résidence;

3° toute autre mesure requise pour s'assurer du bien-être de ces personnes hébergées ou de ces résidents.

~~La décision de Santé Québec doit être notifiée par écrit au titulaire. Dans le cas d'un centre médical spécialisé, une reproduction de cette décision est transmise sans délai à la Régie de l'assurance maladie du Québec qui, sur réception, informe les médecins et les dentistes, le cas échéant, qui exercent leur profession au sein du centre concerné de l'application de l'interdiction de rémunération prévue au premier alinéa de l'article 22.0.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 539.1

Insérer, après l'article 539 du projet de loi, le suivant :

« **539.1.** La décision de Santé Québec de ne pas renouveler une autorisation ou concernant sa suspension ou sa révocation forcée doit être notifiée par écrit au titulaire. Dans le cas d'un centre médical spécialisé, une reproduction de cette décision est transmise sans délai à la Régie de l'assurance maladie du Québec qui, sur réception, informe les médecins et les dentistes, le cas échéant, qui exercent leur profession au sein du centre concerné de l'application de l'interdiction de rémunération prévue au premier alinéa de l'article 22.0.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie. ».

Commentaires

Cet amendement reprend les dispositions du troisième alinéa de l'article 539 afin d'en faire un article 539.1 qui vise la suspension, la révocation forcée et le refus de renouveler une autorisation.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 540

À l'article 540 du projet de loi :

- 1° remplacer « révoquée » par « fait l'objet d'une révocation forcée »;
- 2° remplacer, dans le texte anglais, « holder » par « operator ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 540 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec l'article 532.1 qui prévoit que la révocation peut être volontaire ou forcée. Il vise également à corriger une coquille du texte anglais.

Texte de l'article 540 du projet de loi tel qu'amendé

540. L'exploitant dont l'autorisation est suspendue, ~~révoquée~~ **fait l'objet d'une révocation forcée** ou n'est pas renouvelée peut contester la décision de Santé Québec devant le Tribunal administratif du Québec, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle elle lui a été notifiée.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 540.1

Insérer, après l'article 540 du projet de loi, ce qui suit :

« SECTION I.1

« RÉVOCATION VOLONTAIRE

« **540.1.** Santé Québec ne peut révoquer une autorisation à la demande de son titulaire que si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° le demandeur a pris les arrangements nécessaires afin qu'au moins un autre titulaire d'une autorisation appropriée lui succède dans les activités visées par l'autorisation dont il demande la révocation et cet autre titulaire devient débiteur envers les usagers ou, selon le cas, les clients de toute prestation à laquelle le demandeur s'est obligé dans l'exercice de ces activités;

2° le demandeur est en mesure de fournir à ses usagers ou, selon le cas, ses clients les prestations auxquelles il s'est obligé dans l'exercice des activités visées par l'autorisation dont il demande la révocation, jusqu'à ce que celle-ci soit finale, et, le cas échéant, un plan de cessation des activités a été approuvé en vertu de l'article 522 à l'égard de ces activités. ».

Commentaires

Cet amendement prévoit les conditions devant être remplies afin que le titulaire d'une autorisation puisse en obtenir, à sa demande, la révocation.

Les conditions prévues au paragraphe 1° visent les cas où le titulaire de l'autorisation cesse d'exercer lui-même les activités visées par l'autorisation mais qu'elles seront reprises par quelqu'un d'autre en reprendra l'exercice. Dans un tel cas, il n'y aurait pas de cession de l'autorisation.

Les conditions prévues au paragraphe 2° visent quant à elles les cas où prend fin l'exercice de telles activités sans qu'il n'y ait de repreneur.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 540.2

Insérer, après l'article 540.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

540.2. Tout titulaire d'une autorisation qui souhaite en obtenir la révocation doit en faire la demande à Santé Québec.

La demande précise s'il s'agit d'une révocation complète ou, s'il s'agit d'une révocation partielle, énumère les lieux, les installations, les locaux ou les classes auxquels la révocation s'appliquerait.

Elle fait également état, le cas échéant, des arrangements pris afin qu'au moins un autre titulaire d'une autorisation appropriée succède au demandeur dans les activités visées par l'autorisation dont la révocation est ainsi demandée.

La demande comporte enfin tout autre renseignement déterminé par règlement de Santé Québec. ».

Commentaires

Cet amendement prévoit la nécessité, pour obtenir la révocation volontaire d'une autorisation, d'en faire la demande à Santé Québec et il précise la teneur de la demande.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 540.3

Insérer, après l'article 540.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **540.3.** Santé Québec fait droit à la demande de révocation seulement si le demandeur lui démontre qu'il remplit l'une des conditions prévues à l'article 540.1.

La décision par laquelle Santé Québec fait droit à la demande peut être assortie de toute condition de cessation des activités pouvant être prévue en vertu de l'article 539.

Elle transmet au demandeur un document attestant sa décision lorsqu'elle fait droit à la demande de révocation. La décision doit également comporter la mention visée au deuxième alinéa de l'article 538. ».

Commentaires

Cet amendement prévoit la démonstration devant être faite pour que Santé Québec puisse faire droit à une demande de révocation et précise la teneur du document qui atteste la décision de Santé Québec faisant droit à une telle demande.

Il autorise également Santé Québec déterminer des conditions de cessation d'activités.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 541

À l'article 541 du projet de loi :

1° remplacer « dont l'autorisation est suspendue, révoquée ou dont le renouvellement a été refusé » par « qui reçoit la décision par laquelle Santé Québec suspend, révoque ou ne renouvelle pas l'autorisation »;

2° insérer, à la fin, « ou 540.3 ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 540 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec l'article 540.3 qui prévoit que la révocation volontaire peut être assortie de conditions. Il vise aussi à en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Il vise également à préciser le texte quant au moment où l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 541.

Il vise enfin à modifier le texte anglais pour en faciliter la compréhension.

Texte de l'article 541 du projet de loi tel qu'amendé

541. L'exploitant qui reçoit la décision par laquelle Santé Québec suspend, révoque ou ne renouvelle pas l'autorisation ~~dont l'autorisation est suspendue, révoquée ou dont le renouvellement a été refusé~~ doit en informer aussitôt sa clientèle. De plus, il doit cesser ses activités à l'intérieur du délai et, le cas échéant, conformément aux conditions prescrits par Santé Québec en application de l'article 539 ou 540.3.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 543

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 543 du projet de loi, « refusé de » par « décidé de ne pas ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 543 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec les articles 501, 501.1, 516 et 516.1 qui ne prévoient plus de demande de renouvellement. Comme il n'y a plus de demande de renouvellement, celui-ci ne peut être refusé. Santé Québec pourrait néanmoins décider qu'une autorisation n'est pas renouvelée.

Texte de l'article 543 du projet de loi tel qu'amendé

543. Toute personne liée par un bail de logement à l'exploitant d'une résidence privée pour aînés dont Santé Québec a révoqué l'autorisation ou a **décidé de ne pas** ~~refusé de~~ la renouveler peut, après avoir donné un préavis d'au moins 15 jours à l'exploitant, résilier ce bail. Le préavis indique notamment la date à laquelle cette personne quittera sa chambre ou son logement. À compter de cette date, le bail est résilié de plein droit. Ce préavis doit être transmis, au plus tard, 60 jours après la cessation des activités de la résidence.

Une personne qui réside dans une résidence privée pour aînés visée au premier alinéa dispose, contre l'exploitant, des recours prévus à l'article 1863 du Code civil.

L'exploitant d'une résidence privée pour aînés ne peut réclamer aucune indemnité d'une personne en raison de la résiliation d'un bail en application du présent article.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 546

Remplacer, le dernier alinéa de l'article 546 du projet de loi, par l'alinéa suivant :

« Un règlement édicté en application du présent article ne peut exiger aucun droit pour la délivrance ou le renouvellement d'une autorisation pour l'exploitation d'une ressource offrant de l'hébergement lorsque le demandeur ou le titulaire de l'autorisation est un organisme sans but lucratif, ou pour des services d'interruption volontaire de grossesse offerts par un organisme communautaire. ».

Commentaires

Cet amendement vise à clarifier qu'aucun droit ne peut être exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'une autorisation dans les cas suivants :

- une ressource offrant de l'hébergement lorsque le demandeur ou le titulaire de l'autorisation est un organisme sans but lucratif;
- un organisme communautaire offrant des services d'interruption volontaire de grossesse.

Article 546 du projet de loi tel que modifié

546. [...]

~~Un règlement édicté en application du présent article ne peut toutefois exiger d'un demandeur ou d'un titulaire d'une autorisation qui est un organisme communautaire aucun droit pour la délivrance ou le renouvellement de l'autorisation.~~ Un règlement édicté en application du présent article ne peut exiger aucun droit pour la délivrance ou le renouvellement d'une autorisation pour l'exploitation d'une ressource offrant de l'hébergement lorsque le demandeur ou le titulaire de l'autorisation est un organisme sans but lucratif, ou pour des services d'interruption volontaire de grossesse offerts par un organisme communautaire.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 554

Au premier alinéa de l'article 554 du projet de loi :

1° remplacer le paragraphe 1° par le suivant :

« 1° l'exploitant ne remplit plus les conditions requises pour obtenir l'autorisation dont il est titulaire ou Santé Québec a suspendu cette autorisation, en a prononcé la révocation forcée ou ne l'a pas renouvelée; »;

2° remplacer, dans le paragraphe 2°, « l'autorisation de l'exploitant a été suspendue parce qu'il » par « l'exploitant »;

3° insérer, après le paragraphe 2°, le suivant :

« 2.1° l'exploitant n'a pas satisfait à une condition de cessation des activités qui lui a été imposée en vertu de l'article 539 ou 540.4; »;

4° remplacer, dans le texte anglais du paragraphe 4°, « are receiving » par « receive ».

Commentaires

Cet amendement remplace le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 554 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec l'article 532.4. En effet, tant qu'il y aura une exploitation pouvant faire l'objet d'une administration provisoire, la révocation ou la décision de ne pas renouveler l'autorisation ne sera pas finale, comme le précise l'article 532.3, il s'ensuit que l'exploitant sera encore titulaire d'une autorisation.

Rappelons que l'article 532.4 limite néanmoins la portée d'une telle autorisation.

L'amendement modifie le paragraphe 2° afin que la suspension de l'autorisation ne soit plus nécessaire pour décider de l'administration provisoire lorsque l'exploitant n'apporte pas les correctifs requis en vertu de l'article 537.

L'amendement permet également de décider de l'administration provisoire lorsque l'exploitant ne satisfait pas aux conditions de cessation des activités qui lui sont imposées, que la cession des activités résulte de la révocation forcée de son autorisation, de son renouvellement ou de sa révocation volontaire.

Enfin, il vise à corriger, dans la version anglaise, le temps de verbe utilisé pour celui qui est approprié dans la situation.

Texte de l'article 544 du projet de loi tel qu'amendé

554. Santé Québec peut désigner une personne pour assumer, pour une période d'au plus 180 jours, l'administration provisoire d'un établissement privé, d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement dans l'une des situations suivantes :

1° l'exploitant ne remplit plus les conditions requises pour obtenir l'autorisation dont il est titulaire ou Santé Québec a suspendu cette autorisation, en a prononcé la révocation forcée ou ne l'a pas renouvelée;

~~1° l'exploitant n'est plus titulaire d'une autorisation ou ne remplit plus les conditions requises pour obtenir une autorisation ou l'autorisation dont il est titulaire a été révoquée ou n'a pas été renouvelée conformément à la présente loi;~~

2° l'exploitant ~~l'autorisation de l'exploitant a été suspendue parce qu'il n'a pas apporté, à l'intérieur des délais fixés par Santé Québec ou à sa satisfaction, les correctifs ordonnés par celle-ci en vertu de l'article 537 ou qu'il n'a pas respecté l'engagement pris en application de cet article;~~

2.1° l'exploitant n'a pas satisfait à une condition de cessation des activités qui lui a été imposée en vertu de l'article 539 ou 540.4;

3° l'exploitant ne prend pas les moyens nécessaires afin de mettre fin à tout cas de maltraitance, au sens de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité, ayant été porté à sa connaissance;

4° l'exploitant s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui, de l'avis de Santé Québec, sont susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes recevant ou pouvant recevoir des services de l'exploitant ou qui sont incompatibles avec la poursuite de sa mission;

5° l'exploitant éprouve des difficultés qui, de l'avis de Santé Québec, compromettent sérieusement la qualité des services du domaine de la santé et des services sociaux qu'il rend, son administration, son organisation ou son fonctionnement.

Santé Québec peut prolonger la durée de l'administration provisoire pour une période d'au plus 180 jours.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 566

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 566 du projet de loi, « s'il n'est titulaire d'une autorisation lui permettant de fournir le traitement médical spécialisé pour lequel cette sédation-analgésie ou cette anesthésie est requise dans le cadre de l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou d'un établissement privé » par « sauf si elle est pratiquée conformément à l'article 507.1 ou 528.1 ».

Commentaires

Cet amendement propose de simplifier le texte de l'article 566 du projet de loi.

Texte de l'article 566 du projet de loi tel qu'amendé

566. Nul ne peut pratiquer à l'endroit d'un patient une sédation-analgésie profonde ou modérée, une anesthésie générale ou une anesthésie régionale du type tronculaire ou du type bloc à la racine d'un membre, excluant le bloc digital, **sauf si elle est pratiquée conformément à l'article 507.1 ou 528.1** ~~s'il n'est titulaire d'une autorisation lui permettant de fournir le traitement médical spécialisé pour lequel cette sédation-analgésie ou cette anesthésie est requise dans le cadre de l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou d'un établissement privé.~~

Le premier alinéa n'empêche pas la prestation des soins qui y sont visés au sein d'un établissement public.